



Bulletin du triage de Sibelin

Lyon le 14 avril 2025

Il est temps d'en finir avec les frontières et les patrons

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicains, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « Ils nous appellent, ils me lèchent le cul. » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « *C'est le bon moment pour acheter* » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et qui ferait regimber le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois. Et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustrialiser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchainent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social » se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiters de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Les exactions d'Hexafret

La direction d'Hexafret étudie de près comment supprimer de nouveaux emplois sur le triage. Elle cherche à fusionner certains postes pour réduire le nombre total d'agents tout en demandant aux collègues restants flexibilité et polyvalence.

Si elle pouvait faire tourner tout le triage avec un seul agent jour et nuit, elle le ferait !

Touche pas à mes jours !

Ce week-end, de gros travaux sont prévus et vont interrompre tout le trafic. La direction envisage donc de figer quelques postes.

On sera ravi de pouvoir rester chez nous plutôt que de faire acte de présence. Mais que la direction nous fasse poser des congés ou puisent dans nos compteurs pour ça, c'est non !

État de siège

De nombreux fauteuils 3x8 sont vieillissants sur le triage. Et pourtant, la boîte refuse de les changer !

Même le renouvellement de nos outils de travail les plus basiques, la direction s'assoit dessus !

Fausse concurrence, vraie division

Le poste G, qui assure les manœuvres des rames au TLG, ne sera plus exploité par l'EIC. C'est Sferis qui va sous-traiter le poste : une filiale de SNCF Réseau !

Sur le terrain, ils nous divisent ; mais en haut, ce sont les mêmes qui restent aux commandes.

Non merci patron !

Ce mois-ci, nos fiches de paie ont été un peu gonflées par la fameuse prime du chef, dont le montant varie à la tête du client. C'est comme ça ce que notre encadrement met en application son baratin sur la cohésion d'équipe : en nous divisant et en tentant de pourrir nos rapports !

Les calculs sont (jamais) bons !

Des syndicats appellent à se mobiliser pour revoir le calcul des primes des roulants. Mais, peu importe le mode de calcul, une prime ce n'est pas du salaire et elle peut toujours sauter en fonction de tel ou tel aléas !

Prime à la division

En accordant des primes différenciées selon les métiers, la boîte tente de nous enfermer dans des revendications corporatistes. Les bas salaires, c'est partout à la SNCF. Alors, au lieu de nous battre chacun de notre côté pour de meilleurs primes, battons nous tous ensemble pour leur intégration aux salaires et l'augmentation de ces derniers !

En grève, OUI ! Mais tous ensemble !

Sud Rail appelle à la grève dans les technicentres le 6 mai, le 7 mai pour les ADC et le 9, 10 et 11 mai pour les ASCT. Côté CGT, c'est à partir du 5 mai pour les roulants. Autant d'appels à la grève en une semaine sans trouver une date commune : chapeau ! Peu importe le métier ou la chapelle syndicale, à nous donc de nous saisir de ces occasions pour nous rencontrer et faire converger nos luttes par des actions et revendications communes !

Futur Castex pour les cheminots ?

D'après plusieurs sources, le futur PDG de la SNCF pourrait être Jean Castex. Ex-Premier Ministre de Macron, patron de la RATP depuis fin 2022... Voilà quelqu'un de rôdé aux attaques contre les travailleurs. Mais ça ne nous fera pas pour autant regretter Farandou, qui a su tout aussi bien casser nos conditions de travail et refuser la hausse de nos salaires. Qu'ils aient fait toute leur carrière dans la boîte ou qu'ils sortent de l'ENA, les patrons restent des patrons !

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°31 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à lyonrhone@npa-revolutionnaires.org